

Conseil de Communauté

du 14 mars 2019

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES VERBAL DE REUNION

N°	
1	FINANCES – Débat d'Orientation Budgétaire 2019
2	SOLIDARITE – Contrat Territoires Région - Validation des dossiers de l'appel à projets brique transition énergétique
3	Finances – Budget Principal et budget annexe déchets ménagers – Exercice 2019 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux
4	FINANCES – Régie de recettes et d'avances au centre aquatique La Vague – Demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse – Avis
5	ENVIRONNEMENT DECHETS - Modification du projet de travaux sur la déchetterie de Parigné-sur-Braye - contrat de ruralité, enveloppe 2019
6	AMENAGEMENT HABITAT - Programme local de l'habitat 2018-2023 - Validation des critères d'éligibilité des actions
7	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – documents d'urbanisme de Mayenne Communauté – Approbation du projet de Schéma de Cohérence Territoriale
8	CULTURE - Tarifs Musée du Château de Mayenne
9	SANTE - Pôle de Santé – Badges parking-professionnels
10	MARCHES PUBLICS – Suivi et animation de l'OPAH (17SER29) - Avenant n°1
11	MARCHES PUBLICS – Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté (16TRA31) - Avenant n°9
12	MARCHES PUBLICS - Déchets - Contrat de reprise de matériaux issus des emballages triés
13	MARCHES PUBLICS - Déchets - Reprise des papiers issus du tri sélectif
14	LA VAGUE - Mise à disposition du centre aquatique pour un stage sportif – Signature des conventions
15	ECONOMIE - Convention de servitude entre Mayenne Communauté et GRDF pour passage d'une canalisation sur la commune d'ARON pour l'entreprise Douillet
16	RESSOURCES HUMAINES - DGS – SERE - création poste de chargé de mission emploi et attractivité des compétences
17	RESSOURCES HUMAINES - DST – Garage – création d'un poste d'adjoint technique
18	RESSOURCES HUMAINES - DGS – secrétariat général – création d'un poste d'adjoint administratif et suppression d'un poste de collaborateur de cabinet
19	RESSOURCES HUMAINES - DEJS – Maison de la petite enfance – Création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1er classe et suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe
20	RESSOURCES HUMAINES - DAME – Service urbanisme - Transformation d'un poste d'attaché en poste de chargé de mission de catégorie A

Mayenne Communauté

Séance du 14 mars 2019

Récapitulatif des conventions et contrats signés avec Mayenne Communauté

Nika	Convention d'animation pour le musée	670,00 €
AnimHisto	Convention d'animation pour le musée	1 540,00 €
Franck BRARD	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	624,67 €
EARL du Taillis	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	130,44 €
GAEC de la Porte	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	371,13 €
Bertrand RENAULT	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	766,04 €
Philippe ILLAND	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	219,56 €
Jérôme GUESNE	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	719,73 €
Gérard CLAVREUL	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	465,85 €
Patrick BARBE LHUISSIER	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	412,56 €
Didier CARRE	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	876,96 €
Jean-Michel LEMAITRE	Conventions d'occupations précaires de plusieurs réserves foncières	543,22 €
Gérard VAYER	Contrat de location pour les particuliers de bennes à déchets verts	50,00 €

Extrait du registre des arrêtés du Président

Arrêté n° 2019/AG/01	Arrêté de délégation de signature à M. Mickaël Bouleau, Directeur des Services Techniques
Arrêté n° 2019/AG/02	Arrêté de délégation temporaire de fonction et de signature à M. Patrick Soutif, 1er Vice-Président

Décision du Président Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les décisions signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

Décision n° 2019-01	Vente de matériel
---------------------	-------------------

Délibération du Bureau par délégation du Conseil de Communauté. Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, les délibérations signées par le Président font l'objet d'un compte rendu au Conseil.

08/01/2019	1 – Habitat – Les aides à l'amélioration de l'habitat – OPAH Economie d'énergie, accessibilité, lutte contre l'insalubrité
------------	--

	2 – Demande de subvention régionale CTR 2020 pour l'ingénierie Croq' les Mots Marmot
	3 – Economie / Attractivité – Demande de subvention régionale CTR 2020 et Leader pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration de la stratégie d'attractivité de Mayenne Communauté et son territoire
05/02/2019	1 – Economie – Aide à l'immobilier d'entreprises - Attributions
	2 – Habitat – Les aides à l'amélioration de l'habitat – OPAH Economie d'énergie, accessibilité, lutte contre l'insalubrité
	3 – Culture Conservatoire Ivan Bellocq – Demande de subvention DRAC « Redonner du sens à l'engagement financier de l'Etat en faveur des conservatoires » - Exercice 2019
	4 – Culture – C'est mon patrimoine ! Musée du château de Mayenne

Extrait du Registre des Délibérations DE MAYENNE COMMUNAUTÉ

SEANCE du 14 mars 2019 à 20 h

Délégués titulaires en exercice :	58
Délégués présents ou représentés	49
Contre :	0
Pour :	49
Abstention :	0
Quorum :	30

L'an deux mille dix-neuf, le huit mars, Monsieur Michel ANGOT, Président de Mayenne Communauté, a convoqué les membres de Mayenne Communauté au siège de Mayenne Communauté, 10 Rue de Verdun - Salle des conseils.

Sont présents :

En qualité de titulaires :

M. ANGOT, Président, M. SOUTIF, 1^{er} Vice-Président, M. TRANCHEVENT, 2^{ème} Vice-Président, M. MOLL, 3^{ème} Vice-Président, Mme MORIN, 4^{ème} Vice-Présidente, M. VALPREMIT, 6^{ème} Vice-Président, M. RAILLARD, 7^{ème} Vice-Président, M. BOURGUIN, 9^{ème} Vice-Président, M. BORDELET, 10^{ème} Vice-Président, M. COISNON, 11^{ème} Vice-Président, MM. GUIHERY, FORET, HEURTEBIZE, SABRAN, POIRRIER, DELAHAYE, Mme FOUBERT, MM. BOITTIN, NEVEU, BEAUJARD, Mme BELLON, MM. GARNIER, DOYEN, Mme GONTIER, M. JAMOIS, Mme FRANGEUL, MM. TRANSON, COULON, RIOULT, Mmes MONSIMIER, SOULARD, THELIER, BAR, COUTURIER, LODE, M. PAILLASSE, Mmes ADAM, PELE, M. ORDRONNEAU, Mme CREUSIER, M. FAUCON, Mme GENEST.

En remplacement du titulaire absent :

M. SONNET donne pouvoir à M. FORET
M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. BOURGUIN
M. LAVANDIER donne pouvoir à M. ANGOT
Mme BODINIER donne pouvoir à Mme BAR
M. LESAINT donne pouvoir à Mme COUTURIER
Mme BEUNEUX donne pouvoir à M. ORDRONNEAU
Mme OLIVIER donne pouvoir à Mme BELLON

Excusés :

M. LE SCORNET, 5^{ème} Vice-Président, M. BOISSEAU, 8^{ème} Vice-Président, MM. CHOUZY, JEUSSE, BRODIN, PECCATTE, Mme LANCIEN, MM. REBOURS, MORIN

Mme GENEST a été désignée secrétaire de séance.

1 – FINANCES – Débat d'Orientation Budgétaire 2019

M. SOUTIF expose :

L'article L 2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit que dans les communes de plus de 3 500 habitants et leurs établissements publics, un débat a lieu au conseil communautaire sur les orientations générales du budget, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et dans les conditions fixées par le règlement intérieur comme prévu à l'article L 2121-8 du CGCT.

Mayenne Communauté
Séance du 14 mars 2019

La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) crée, par son article 107, de nouvelles dispositions relatives à la transparence et la responsabilité financières des collectivités territoriales. Ces nouvelles dispositions imposent de présenter à l'organe délibérant un rapport sur les orientations budgétaires de l'exercice, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. Pour les établissements publics de + de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, ce rapport doit également présenter la structure des effectifs et des éléments sur la rémunération.

M. DELAHAYE : On parle du Berry, ça me fait plaisir. Je suis rassuré par le SCOT mais pas par le ROB. Pour la RD 508, je ne doute pas que ça fera l'objet d'une décision modificative. J'ai une question sur les ressources humaines. Quelle est l'évolution des charges de personnel ? Est-ce que le RIFSEP est mis en place sur Mayenne Communauté ?

M. RAILLARD : Pas en totalité. Ça va remplacer l'ensemble des primes. C'est mis en place pour les agents de la catégorie A.

M. DELAHAYE : Ce serait pas mal d'avoir une vision communautaire globale afin de ne pas se concurrencer d'une collectivité à une autre. Il faut lisser par le haut car le personnel est important.

M. le Président : Je souligne encore une fois l'extrême prudence du Vice-Président et des services. Cela nous permet d'avoir des marges de manœuvre plutôt exceptionnelles. Le chiffre à retenir est la possibilité de 15 millions d'investissement sur les 3 années sans emprunter. C'est excessivement rassurant. Je rappelle que les dépenses de fonctionnement n'augmentent que de 1,92 %. Je suis attaché à un projet également c'est le petit pôle culturel de Lassay. On a lancé les principes de la consultation. En fin d'année, je souhaite que le dossier soit bien avancé.

M. SABRAN : Est-ce que les communes qui vont investir peuvent avoir un peu plus ?

M. le Président : Je me doutais que la question allait venir. Je rappelle que 70 % des investissements sont sur Mayenne.

M. SABRAN : Il reste donc 30 % pour les petites communes !

M. le Président : Vous savez bien que dans le cadre de certains programmes, on va se montrer particulièrement attentif pour venir en aide aux petites communes.

M. SABRAN : Merci.

M. TRANCHEVENT : J'étais à une réunion à l'ADCF sur l'économie avec un bilan des différentes communautés. Toutes les communautés qui investissent majoritairement dans l'économie sont des Communautés de Communes qui prospèrent. La loi Notre a amplifié le rôle des communautés de communes avec les régions pour structurer le développement économique. Le département va devoir se repositionner sur plusieurs sujets. Je suis heureux de voir qu'on a répondu favorablement à tout ce qui touche à l'attractivité. Demain, on aura des entreprises qui vont être en difficulté de recrutement. On va aussi avoir besoin de moyens sur Territoires d'Industrie.

M. le Président : On a aussi besoin de moyens humains. On commence à être juste.

M. SOUTIF : Ce qu'on a fait avec la SERE, c'est quasiment une agence de développement.

M. MOLL : Pour information, la commission ministérielle a émis un avis favorable à l'installation d'une centrale photovoltaïque sur notre territoire. Les travaux devraient démarrer en fin d'année.

M. RAILLARD : Il ne faut pas négliger le territoire du Nord Mayenne avec la zone d'activités de Lassay. Qu'on ai des équipements culturels, c'est très bien et il en faut mais il ne faut pas négliger le volet économique.

2 - SOLIDARITE – Contrat Territoires Région - Validation des dossiers de l'appel à projets brique transition énergétique

M. SOUTIF expose :

Par délibération n °12 du 20 septembre 2018, Mayenne Communauté a lancé l'appel à projets rattaché à la brique Transition Énergétique du Contrat Territoire Région 2020.

Au nom de la solidarité, les communes pouvaient solliciter jusqu'au 20 décembre une aide dans le cadre de cette enveloppe de 299 200 € pour financer un projet d'investissement lié à la transition énergétique, étude incluse, avec :

- Un autofinancement minimal de 30 % de la dépense subventionnable,
- Une aide régionale minimum de 10 000 € et 30 000 € maximum par projet
- Et un engagement du projet avant 2020.

Aux termes des délais de dépôt des dossiers de sollicitation, 6 communes ont présenté un projet :

Commune	Projet	Coût total du projet	Montant de l'aide sollicitée
Le Ribay	Réhabilitation d'un bâtiment en un logement locatif	70 893.50 €	30 000.00 €
Charchigné	Changement du mode de chauffage de l'ensemble scolaire	77 895.74 €	29 257.02 €
Lassay les châteaux	Achat d'un véhicule électrique	28 225.63 €	13 757.94 €
Commer	Travaux d'isolation et rénovation de la toiture de la salle des lilas	51 860.00 €	20 744.00 €
Saint Georges Buttavent	Construction d'un hangar de stockage pour le bois déchiqueté	156 000.00 €	30 000.00 €
Montreuil-Poulay	Rénovation et extension de la salle des fêtes	380 000.00 €	30 000.00 €
Total de l'aide sollicitée			153 758.96 €

L'aide CTR non consommée aux termes de l'appel à projets reste attribuée à Mayenne Communauté, soit 146 241.04 €, sur des projets de transition énergétique. Mayenne communauté allant également déposer des dossiers d'aides auprès de la Région dans ce cadre, les montants d'aides aux communes, s'ils sont ajustés par la suite, ne pourront pas faire l'objet d'augmentation.

Sous réserve du respect des critères et observations de la Région, des délais de dépôt du dossier et après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- valide les projets reçus dans le cadre de cet appel à projets ainsi, les montants de l'aide sollicitée et les modalités précisées ci-dessus,
- transmet ces projets au Conseil Régional des Pays de la Loire pour attribution de l'aide CTR au titre de la brique Transition énergétique
- et autorise Monsieur le Président à signer tout document utile à l'exécution de cette décision.

3 - Finances – Budget Principal et budget annexe déchets ménagers – Exercice 2019 – Admission en non-valeur de produits intercommunaux

Mme MORIN expose :

Monsieur le Comptable Public nous a adressé, pour être soumis à l'avis du Conseil Communautaire, des bordereaux de produits devenus irrécouvrables qu'il nous demande d'admettre en non-valeur en raison d'irrecouvrabilité des créances malgré les diligences qu'il a mises en œuvre pour un total de :

- 10 359,94 € sur le budget annexe des déchets ménagers, et de
- 83,76 € sur le budget principal.

Les sommes nécessaires à ces dépenses seront prélevées sur l'exercice en cours à l'article c/6541 pour les créances admises en non-valeur.

M. DELAHAYE : Dans ce cas, je trouve qu'on subit plus qu'on choisit. On est bien d'accord, ce sont toutes les opérations qui n'ont pas été relancées depuis 2014 par la trésorerie ?

M. le Président : Oui, ils n'ont pas réussi. Ce sont des personnes en grande difficulté.

M. DELAHAYE : C'est juste un point de vigilance car j'ai appris ça il y a peu. Il faut qu'on s'inquiète, même de notre comptabilité interne. On s'aperçoit que si le trésorier ne fait pas les relances dans les temps, il ne peut pas récupérer les sommes. Ça demande une grande vigilance, sinon on va en avoir régulièrement.

M. BOURGUIN : J'ai été comptable public. La responsabilité du comptable est engagée lors des contrôles de la chambre régionale des comptes.

M. HEURTEBIZE : Les relances sont automatiques maintenant.

M. DELAHAYE : Quand on a ces montants, il faut se poser des questions.

M. le Président : En pourcentage, c'est très faible quand même.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise l'admission en non-valeur des sommes désignées ci-dessus pour un montant total de 10 359,94 € sur le budget annexe déchets ménagers et de 83,76 € sur le budget principal.

4 - FINANCES – Régie de recettes et d'avances au centre aquatique La Vague – Demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse – Avis

M. SOUTIF expose :

En juillet dernier, des tickets MSA d'une valeur totale de 96 € ont été adressés pour paiement à l'organisme par le régisseur de la Vague. La MSA n'ayant pas retrouvé trace depuis cette date de l'envoi du régisseur, un déficit de caisse de 96 € a été constaté par le comptable.

Ce déficit engage la responsabilité du régisseur et a pour conséquence la prise en charge par l'intéressé du préjudice financier.

Toutefois, l'instruction ministérielle du 21 avril 2006 concernant les régies des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour le régisseur de demander une décharge de responsabilité et de remise gracieuse auprès du Directeur Départemental des Finances publiques. Pour être accordée, cette demande doit être revêtue des avis de l'assemblée délibérante et de l'ordonnateur.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **accorde la décharge de responsabilité au régisseur de la régie de recettes et d'avances au Centre Aquatique La Vague dans le cadre du déficit de la régie de recettes de 96 €**
- **et émet un avis favorable à la demande de remise gracieuse du régisseur.**

Mme MORIN expose :

Le site de la déchetterie de Parigné-sur-Braye est identifié comme prioritaire dans le schéma directeur des déchetteries délibéré le 3 novembre 2016. Cette déchetterie concentre plus de 60% des flux de Mayenne Communauté. Il a déjà été proposé d'engager sa rénovation afin :

- ☐ de mettre en conformité la déchetterie avec la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement (rubrique 2170)
- de respecter les prescriptions de la Caisse nationale de l'assurance maladie des travailleurs salariés (risque de chute, etc.)
- d'adapter le site à la multiplication des flux accueillis en déchetterie et à l'évolution des tonnages
- et d'améliorer les flux de circulation sur site (notamment réguler accès à la plateforme déchets verts et aménager les différents accès pour sécuriser les déplacements aux colonnes de tri, etc.).

Cependant, les travaux prévus en 2018 ont été reportés à 2019 afin de répondre aux exigences et aux délais réglementaires en matière de déclaration d'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE). De plus, le projet réalisé avec le bureau d'études Atlance nous a permis de constater que l'enveloppe budgétaire initialement allouée s'avérait trop limitée pour mettre aux normes le site. Des dépenses complémentaires sont indispensables : réalisation d'un bassin de rétention des eaux en cas d'incendie, aménagement de la zone de déchets verts des particuliers pour limiter le risque de chute et implantation de nouveaux locaux de stockage pour les déchets dangereux.

Afin de mener à bien ce projet, il convient de solliciter les subventions auprès des différents organismes susceptibles d'apporter une aide financière. Le plan de financement prévisionnel de l'opération a été modifié comme suit :

DÉPENSES		RECETTES	
Postes	TOTAL HT	Cofinanceurs	TOTAL
Dépenses de MO		État :	
Études, missions SPS / CT	5 000 €	DETR	92 400 €
Maître d'œuvre	37 000 €	Contrat de ruralité	170 000 €
Sous-total 1	42 000 €		
Dépenses estimatives des travaux			
Lot 1 : Terrassement-VRD	255 000 €	Conseil départemental de la Mayenne	15 000 €
Lot 2 : Fourniture et pose de locaux et appentis de stockage de déchets dangereux	70 000 €		
Lot 3 : Fabrication et mise en œuvre de bavette de vidage et de garde-corps	55 000 €		
Lot 4 : Vidéo-protection	20 000 €		
Sous-total 2	400 000 €	Mayenne Communauté - Autofinancement	164 600 €
Total	442 000 €	Total	442 000 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- sollicite le financement de l'État (DETR et contrat de ruralité), du Conseil Départemental de la Mayenne et de tout autre partenaire mobilisable une subvention afin de réaliser ces travaux,

Mayenne Communauté
Séance du 14 mars 2019

- **donne délégation à M. le Président pour arrêter le plan de financement de l'opération susvisée en fonction des éventuelles évolutions**
- **et autorise M. le Président à signer tous les documents afférents.**

6 - AMENAGEMENT HABITAT - Programme local de l'habitat 2018-2023 - Validation des critères d'éligibilité des actions

M. VALPREMIT :

Mayenne Communauté a approuvé son PLH (Programme Local de l'Habitat) en septembre 2018 pour 6 ans (2018 – 2023).

A partir d'un diagnostic et des enjeux, 16 actions a été définies sur la base de 4 orientations pour la politique de l'habitat (voir Annexe 1 « Programme d'actions ») permettant notamment de soutenir des opérations menées par les communes et bailleurs :

- **aide financière et technique aux communes** pour l'acquisition du foncier, la réalisation d'études urbaines et suivi de la maîtrise urbaine, la construction et réhabilitation de leur parc locatif à vocation sociale, la démolition de bâti,
- **aide financière aux bailleurs sociaux** pour des opérations de construction et réhabilitation de logements

Un budget annuel de près de 300 000€ a été défini pour répondre à la réalisation du programme d'actions, avec une possibilité de fongibilité entre les enveloppes budgétaires dédiées à ces actions.

Afin de bénéficier des aides du PLH, 2 séries de conditions sont proposées :

1. Des règles générales

- Les actions doivent être engagées sur la durée du PLH
- Les communes bénéficiant des aides du Contrat Territorial – volet Habitat du Conseil Départemental 53 ne sont pas prioritaires
- La limite de subvention pour une même opération est de 80 % (20 % au moins à charge de la commune)
- L'aide pour les communes se fait en un seul versement une fois le projet réalisé
- L'aide pour les bailleurs sociaux peut être versée en trois fois (au démarrage, à mi-parcours, à la réception) du fait des montants financiers importants des opérations. A l'engagement de ces aides, une convention de partenariat devra être signée entre le bailleur et Mayenne Communauté.
- Les demandeurs doivent solliciter officiellement la subvention par l'envoi d'un dossier qui comprend les pièces justificatives permettant de vérifier les critères et conditions exigés ci-après et notamment une délibération pour les communes.

2. Des critères pour chaque catégorie d'actions en lien avec un financement de Mayenne Communauté à destination des communes et / ou bailleurs sociaux.

Action n° 1 : Aide aux communes pour des acquisitions foncières

- 50% du montant de l'acquisition (hors frais notaire) avec un plafond à 25 000€
- foncier nu ou bâti et localisé en zone U
- acquisition foncière ayant un lien avec des projets d'habitat

Action n° 2 : Aide aux communes pour la réalisation d'études

- 50% du montant de l'étude avec un plafond à 30 000€ /commune
- études d'opportunité, de faisabilité et d'assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi que les honoraires des maîtres d'œuvre

Action n° 3 : Aide aux communes et bailleurs sociaux pour la construction de logements locatifs sociaux

- application des modalités du permis à points avec des objectifs d'économie d'espace, de qualité sociale et environnementale (voir Annexe 2, « Permis à point – aides à la construction »)
- Les communes pourront bénéficier, en plus du permis à points, d'une prime de 3 000€ / logement

- Pour le critère environnemental (performance thermique) :
 - 1 000€ / logt si la consommation d'énergie primaire de la RT 2012 est de 15% en dessous de la consommation d'énergie primaire maximale du bâtiment

Ou

- 2 000€ / logt si labellisé Bepos Effinergie 2017 (critère de la future réglementation thermique)
- Construction de logements locatifs à vocation sociale avec engagement :
 - Du respect d'un plafond de ressources pour les locataires
 - De plafonnement du loyer
- Pas de possibilité de vendre le logement pendant 10 ans

Une convention sera signée entre MC et la commune ou le bailleur social mentionnant ces modalités.

Action n° 4 : Aide aux communes et bailleurs sociaux pour la réhabilitation de logements locatifs sociaux

- Prime de 5 000€ / logement
- Gain énergétique de 40% exigé avec l'atteinte de l'étiquette C
- Logement locatif à vocation sociale avec engagement :
 - Du respect d'un plafond de ressources pour les locataires
 - De plafonnement du loyer
- Pas de possibilité de vendre le logt pendant 10 ans

Une convention sera signée entre MC et la commune ou le bailleur social mentionnant ces modalités.

Action n° 4 : Aide aux communes pour la démolition de bâti

- 50% du montant de la démolition avec un plafond de 5 000€ / bâtiment ou de 10 000€ si reprise de pignon
- Le bâtiment démoli doit être situé en zone U,
- L'opération doit être en lien avec l'habitat ou de nature à mettre en valeur l'habitat

Mais sans obligation de reconstruction

Il est rappelé qu'au titre de la délibération du 28 mars 2018, le Conseil communautaire a délégué au bureau dans le domaine de l'Habitat-Logement : les attributions d'aides décidées dans le cadre du PLH, du PIG ou tout type de dispositifs d'aides décidés par le conseil dans la limite de 20 000 € par opération et par bénéficiaire.

M. le Président : J'insiste sur le budget annuel. 300 000 € tous les ans, c'est une belle performance. Nous en sommes fiers.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **valide les critères d'éligibilité des aides de Mayenne Communauté à destination des communes et bailleurs sociaux définies dans le programme d'actions du PLH**
- **confirme la délégation au bureau selon les critères du 28 mars 2018**
- **et autorise le Président à signer les conventions de partenariat prévues avec les communes et les bailleurs sociaux.**

7 – AMENAGEMENT DU TERRITOIRE – documents d'urbanisme de Mayenne Communauté – Approbation du projet de Schéma de Cohérence Territoriale

M. VALPREMIT expose :

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays de Mayenne a été approuvé le 14 janvier 2008. Les évolutions législatives (notamment la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 - dite « Grenelle » - et celle pour l'accès au logement et un urbanisme rénové du 24 mars 2014 - dite loi « ALUR ») sont venues enrichir le rôle et le contenu des SCoT. Aussi, sur ces bases et compte tenu de l'extension du territoire à l'issue de la fusion opérée au 1^{er} janvier 2016, le conseil communautaire du 25 février 2016 a prescrit la révision du SCoT à l'échelle de Mayenne Communauté en énonçant les objectifs suivants :

- Prendre en compte la diversité du territoire de Mayenne Communauté au regard des paysages, des dynamiques de sous-bassins de vie et des spécificités d'occupation du territoire,

Mayenne Communauté

Séance du 14 mars 2019

- Conforter la dynamique urbaine de la Ville de Mayenne au sein de l'intercommunalité en particulier et dans le périmètre de la Haute Mayenne en général,
- Préciser les objectifs de production de logements pour accueillir les nouveaux habitants, répondre au desserrement des ménages, mieux accompagner le vieillissement de la population, prendre en compte sa diversité et consolider le lien entre qualité de vie et environnement,
- Corriger les déséquilibres et revitaliser les centralités, en veillant aux enjeux de solidarité et de renouvellement urbain,
- Adapter le volet commercial au regard des nouvelles formes de commercialisation,
- Offrir des conditions favorables au développement économique et à l'emploi dans ses fonctions métropolitaines et de proximité, dans une optique de sobriété foncière et de maîtrise d'énergie,
- Confirmer l'espace agricole comme source de richesse et de développement du territoire,
- Identifier et qualifier les corridors écologiques pour préserver la biodiversité,
- Contribuer à la lutte contre le réchauffement climatique en favorisant les politiques d'aménagement concourant à la transition énergétique du territoire,
- Développer l'efficacité de tous les modes de déplacements garante de la préservation de l'environnement,
- Favoriser le développement des communications par le renforcement de la qualité des infrastructures et des réseaux de communication numérique
- Et renforcer l'attractivité touristique du territoire en encourageant et accompagnant les initiatives de structuration et de développement de l'offre touristique, notamment en valorisant les patrimoines culturels, naturels, architecturaux et urbains du territoire.

Cette même délibération du 25 février 2016 précisait les modalités de concertation à mettre en place pendant toute la durée de la révision du projet de SCoT :

- Information régulière sur la procédure d'élaboration du SCoT dans la presse locale, avec un minimum d'une fois par an,
- Diffusion d'informations sur le projet de SCoT sur le site internet de la Communauté et sur les sites internet des communes (pour celles qui en possèdent un),
- Diffusion d'informations sur la procédure d'élaboration du SCoT dans le bulletin communautaire et les bulletins communaux,
- Expositions dans les communes et au siège de la communauté aux principales étapes du projet (Diagnostic, PADD, Arrêt),
- Mise à disposition d'un registre d'observations ouvert aux habitants (pendant les heures habituelles d'ouverture au public) dans chaque commune et au siège de la communauté
- Et organisation de plusieurs réunions publiques (par commune ou par secteur, générale ou thématique).

A partir d'un diagnostic territorial approfondi et d'un état initial de l'environnement, le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) a été élaboré et a fait l'objet d'un débat en conseil communautaire du 29 juin 2017.

Sur la base de trois ambitions fortes du PADD visant le développement de l'ensemble des communes du territoire dans le respect de leur diversité et de leur authenticité, le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoT a été décliné en 10 axes d'aménagement du territoire.

Le SCoT contient également un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC) qui préconise de conforter et d'améliorer la qualité des espaces commerciaux existants, sans créer de nouvelles zones en périphérie. L'implantation des nouveaux commerces est encadrée en privilégiant les centres ville-bourg et en définissant 5 localisations préférentielles en périphérie (4 à Mayenne et 1 à Lassay-les-Châteaux).

Après plus de deux ans d'études, le Conseil Communautaire a arrêté le projet de SCOT par délibération en date du 17 mai 2018. Parallèlement, le bilan détaillé de la concertation a montré que l'ensemble des modalités de concertation fixées par Mayenne Communauté a été mis en œuvre tout au long de la procédure

Le dossier a été soumis à l'avis des communes et des personnes publiques associées.

La synthèse de l'avis des communes s'établit comme suit :

Mayenne Communauté
Séance du 14 mars 2019

Avis	Communes	Nombre de :	
		Réserves	Remarques
Réputé favorable, sans remarque	Alexain, Belgeard, Contest, Grazay, Hardanges, Jublains, La Chapelle-au-Riboul, La Haie-Traversaine, Le Housseau-Brétignolles, Marcillé-la-Ville, Martigné-sur-Mayenne, Montreuil-Poulay, Moulay, Parigné-sur-Braye, Placé, Rennes-en-Grenouilles, Sainte-Marie-du-Bois, Saint-Fraimbault-de-Prières, Saint-Germain-d'Anxure, Saint-Julien-du-Terroux, Thuboeuf		
Favorable, sans remarque	Aron, Champéon, Charchigné, Lassay-les-Châteaux, Le Horps, Mayenne, Sacé, Saint-Baudelle		
Favorable	La Bazoge-Montpinçon		1
Favorable	Le Ribay	1	
Abstention	Saint-Georges-Buttavent		3
Défavorable	Commer	1	

La synthèse de l'avis des PPA s'établit comme suit :

PPA	Avis	Nombre de :		
		Réserves	Remarques	Recommandations
Direction Départementale des Territoires (DDT 53)	Favorable sous réserve	5	4	1
CPENAF	Favorable	1	1	
Chambre d'agriculture 53	Favorable sous réserve	4	6	
Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe)	Ni favorable/ni défavorable	3	15	4
PNR Normandie-Maine (PNRNM)	Favorable		4	
Centre Régional de la Propriété Forestière (CRPF)	Favorable sous réserve		2	
Conseil de Développement de Haute-Mayenne (CDHM)	Implicitement favorable		8	1

L'enquête publique s'est déroulée du 25 septembre au 26 octobre 2018. Monsieur LELAY, Commissaire Enquêteur, a émis un avis favorable sous réserve qu'avant l'approbation du document soient apportés les précisions, rectifications et compléments formulés suite aux remarques et demandes évoquées par les Personnes Publiques Associées.

Le rapport et les conclusions motivées du Commissaire Enquêteur ont été mis à la disposition du public sur le site de Mayenne Communauté à l'adresse d'un registre dématérialisé mis en place pendant la durée de l'enquête.

A l'issue de ces étapes de consultation et d'enquête publique, il convient de soumettre à l'approbation le projet de SCOT arrêté, amendé pour tenir compte des observations des Personnes Publiques Associées, du Commissaire Enquêteur et du public.

Un tableau adressé avec la note de synthèse reprend l'ensemble des observations des Personnes Publiques Associées par thème ainsi que les remarques formulées au cours de l'enquête. Sur chaque sujet, une réponse est apportée avec la justification des modifications qui ont, le cas échéant, été apportées aux les documents qui constituent le SCOT :

- Un rapport de présentation composé de trois parties : un diagnostic territorial, un état initial de l'environnement et une évaluation environnementale,
- Un projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) qui spécifie les choix stratégiques et les orientations politiques du territoire

- Et un Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) qui fixe le cadre et les modalités d'application du SCOT, et qui comprend également un Document d'Aménagement Artisanal et Commercial (DAAC).

Vu le Code de l'Urbanisme ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbain ;

Vu la loi n°2003-590 du 2 juillet 2003 relative à l'urbanisme et à l'habitat ;

Vu la loi n°2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement ;

Vu la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové ;

Vu la loi n°2014-626 du 18 juin 2014 relative à l'artisanat, au commerce et aux très petites entreprises ;

Vu la loi n°2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 3 mars 2002 délimitant le périmètre du SCoT du Pays de Mayenne ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire de la CCPM en date 14 janvier 2008 approuvant le SCoT du Pays de Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral 2015 M 329 du 10 novembre 2015 portant modification statutaire de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne ;

Vu l'arrêté préfectoral 2015 M 334 du 18 novembre 2015 prononçant la fusion de la Communauté de Communes du Pays de Mayenne et de la Communauté de Communes Le Corps-Lassay au 1^{er} janvier 2016 pour créer le nouvel EPCI « Mayenne Communauté » ;

Vu la délibération du 25 février 2016 relative à la prescription du SCoT de Mayenne Communauté, à la définition des objectifs et à la définition des modalités de concertation ; et la définition des modalités de concertation ;

Vu le débat portant sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) ayant eu lieu au sein du Conseil Communautaire du 29 juin 2017 ;

Vu la délibération du 17 mai 2018 tirant le bilan de la concertation et arrêtant le projet de SCoT ;

Vu la consultation des Personnes publiques Associées et des communes de Mayenne Communauté ;

Vu la décision N° E18000157/44 du Tribunal Administratif de Nantes en date du 26/06/2018 désignant Jean Claude M LELAY comme Commissaire Enquêteur ;

Vu, l'arrêté de M. le Président de Mayenne Communauté du 27 Août 2018 portant ouverture de l'enquête publique ;

Considérant l'enquête publique qui s'est tenue pendant 31 jours consécutifs, du 25 septembre au 26 octobre 2018 en 3 lieux d'enquête (Lassay-les-Châteaux, Mayenne et Martigné-sur-Mayenne) avec des dossiers d'enquête en support papier consultables et des registres, ainsi que 5 permanences de 3 heures et un site dématérialisé dédié à l'enquête avec la mise à disposition de l'ensemble de pièces et un registre dématérialisé ;

Vu le rapport et les conclusions favorables du Commissaire Enquêteur, mis à la disposition du public ;

Vu le tableau joint à la note de synthèse détaillant l'ensemble des modifications apportées aux documents du SCOT et apportant des réponses motivées aux autres remarques et observations formulées tant par les PPA que lors de l'enquête ;

Considérant que les modifications, compléments ou corrections apportées au projet de SCOT ne remettent en cause ni l'économie générale du PADD, ni l'équilibre spatial du projet de SCOT arrêté précédemment et résultent des avis des PPA et des observations du public repris dans l'avis et les conclusions du Commissaire Enquêteur ;

M. le Président : C'est le travail des équipes (service urbanisme, Etat, chambre agriculture). Au nom du conseil communautaire, je souhaite te remercier personnellement. Ton investissement personnel sur ce dossier est absolument exceptionnel. Ça représente des heures de travail et un engagement personnel. Tu peux te reconverter dans une autre profession demain. Les collègues sont plein d'admiration.

M. SOUTIF : Notre SCOT est observé par les voisins.

Mayenne Communauté

Séance du 14 mars 2019

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **approuve le Schéma de Cohérence Territoriale de Mayenne Communauté tel qu'annexé à la présente délibération,**
- **notifie conformément à l'article L 143-24 du Code de l'Urbanisme la présente délibération et le SCOT approuvé intégrant un DAAC à l'autorité administrative compétente de l'Etat,**
- **charge Monsieur Le Président des mesures de publicité et d'informations prévues par les articles R143-14 et R143-15 du Code de l'urbanisme pour cette délibération :**
 - . **en l'affichant pendant un mois au siège de la Communauté de Communes ainsi que dans toutes les mairies de Mayenne Communauté,**
 - . **en la publiant au recueil des actes administratifs de Mayenne Communauté,**
 - . **en faisant mention de cet affichage dans un journal diffusé dans le département**
 - . **et en tenant le projet de SCOT à la disposition du public,**
- **précise que le SCOT exécutoire sera transmis aux personnes publiques associées et aux communes comprises dans son périmètre,**
- **précise que le SCOT révisé et publié entrera en vigueur 2 mois après sa transmission au Préfet**
- **et précise que le SCOT approuvé sera tenu à la disposition du public aux heures habituelles d'ouverture de Mayenne Communauté et sur le site internet.**

8 - CULTURE - Tarifs Musée du Château de Mayenne

M. BOURGUIN expose :

Dans le cadre des nouvelles propositions d'animations et de partenariat du musée du château de Mayenne, il convient de faire évoluer la grille tarifaire à compter du 15 mars 2019 :

- Escape game : 12€ tarif plein, 8€ tarif réduit (abonnés, moins de 18 ans),
- Abonnement adulte : 12€ : permet de bénéficier d'un an d'entrée au musée, du tarif réduit aux animations du musée et du tarif réduit pour un accompagnateur dans le cadre d'une visite du musée,
- Tarif réduit : bénéficiaire et ayants-droits (conjoint et enfants) du Cnas sur présentation de la carte Cnas et visiteur porteur d'un billet plein tarif de l'exposition en cours à la Chapelle des Calvairiennes,
- Chapelle St Léonard (groupes et individuels) : 3€, gratuit moins de 18 ans,
- Suppression du billet couplé Chapelle des Calvairiennes/Musée du château de Mayenne.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, valide les tarifs présentés ci-dessus.

9 - SANTE - Pôle de Santé – Badges parking-professionnels

M. MOLL expose :

Les professionnels du Pôle Santé de Mayenne Communauté ont tous reçu gratuitement un badge pour l'accès au parking qui leur est réservé.

Ils ont signé une attestation de remise de badge précisant qu'en cas de perte, le renouvellement se ferait à leur charge.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, fixe le coût de facturation des badges à 45 € pour les professionnels qui viendraient à demander le renouvellement de ce badge.

10 - MARCHES PUBLICS – Suivi et animation de l'OPAH (17SER29) - Avenant n°1

M. VALPREMIT expose :

Par marché notifié le 08/12/2017, Mayenne Communauté a confié à l'association SOLIHA Mayenne, le marché de « Suivi et animation de l'Opération Programmée de l'Amélioration de l'Habitat » pour un montant de 246 070.00 € HT.

Aujourd'hui, une des missions de l'association SOLIHA Mayenne est la tenue d'une permanence mensuelle de 2h à la Maison de services au public de Lassay les Châteaux. Cette prestation qui a été mise en place à partir de mars 2018 a été budgétisée, dans le DPGF du marché, sur la première année seulement (2018) afin de tester son opportunité.

Lors de la présentation aux élus du bilan de la première année de l'OPAH, ces permanences ayant une fréquentation moyenne de 3 personnes, leur principe n'a pas été remis en question. En outre, depuis juin 2018, l'Espace Info Energie est également présent sur ces temps.

Le souhait est donc leur maintien pour faciliter le suivi des dossiers des propriétaires du secteur. Le prolongement de cette prestation a un coût de 4 400.00 € HT.

Les modifications présentées avant impliquent une plus-value de 4 400.00 € HT, soit une variation de 1.79 % du montant du marché qui passe ainsi de 246 070.00 € HT à 250 470.00 € HT.

La Commission CAO en date du 5 mars 2019 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à la majorité (M. LANDEMAINE ayant donné pouvoir à M. BOURGUIN et s'étant abstenu), autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du marché/lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
17SER29 Suivi et animation de l'OPAH	1	4 400,00 € HT	SOLIHA Mayenne

11 - MARCHES PUBLICS – Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du Pôle de santé de Mayenne Communauté (16TRA31) - Avenant n°9

M. MOLL expose :

Par marché notifié le 09/12/2016, Mayenne Communauté a confié à l'entreprise BRAULT le marché de travaux de menuiseries intérieures pour la construction du pôle de santé de Mayenne Communauté pour un montant de 215 457.00 € HT.

Dans le cadre d'un premier avenant, les travaux réalisés suite aux demandes des radiologues, ont engendré une plus-value totale de 2 928,00 € HT.

Un deuxième avenant portait sur le changement de prestataires pour les appareils de radiologie et sur les demandes d'aménagement des praticiens liés à ces différentes machines. Il a impliqué une plus-value de 5 871,00 € HT.

Dans le cadre d'un troisième avenant, sur demande du Bureau de contrôle, il a été mis en place deux trappes de visites complémentaires pour accéder aux circuits de gaines. Par ailleurs, des aménagements demandés par les utilisateurs en cours de chantier ont nécessité des modifications de portes de placard. A la demande des professionnels et pour répondre aux normes en vigueur, des modifications des meubles ont été demandées dans le local de stérilisation, dans le cabinet d'orthoptiste et dans le pôle dermatologie. Enfin, et afin de répondre aux demandes des médecins généralistes qui souhaitaient que les patients ne puissent pas ouvrir les portes des cabinets de consultation de l'extérieur, il a été proposé de

remplacer 12 béquilles à cylindre par des ensembles type porte palière. Le montant de ces travaux s'est élevé à 1 873.72 € HT.

Dans le cadre d'un quatrième avenant, il a été décidé de remplacer les châssis vitrés intérieurs coulissants initialement prévus par des châssis vitrés coulissants toute hauteur, ce qui ne change pas le montant des opérations. Les modifications présentées ont impliqué une plus-value / moins-value nulle.

Dans le cadre d'un cinquième avenant (- 2 550.09 € HT), à la demande du Maître d'Ouvrage des travaux complémentaires se sont avérés nécessaires pour répondre aux besoins des utilisateurs. Ces opérations concernaient l'organigramme des clefs avec une ouverture centralisée supplémentaire, l'ajout d'une lame de tirage PMR, un ferme-porte à glissière, des ajustements de plans de travail sur cuve inox et des compléments de travaux dans un cabinet d'infirmiers. Par ailleurs, il a été demandé à l'entreprise BRAULT de supprimer la signalétique directionnelle et des protections d'angles, de même que de supprimer des cimaises en bois. Enfin et suite au désistement des kinésithérapeutes, la zone qui leur était réservée a été modifiée en deux petites salles et en trois cabinets médicaux pour un psychologue et un orthophoniste.

Dans le cadre d'un sixième avenant, il a été demandé à l'entreprise d'équiper de tables et de chaises la salle de réunion que Mayenne Communauté aura en gestion. Ce qui a induit une plus-value de 7 695.00 € HT.

Dans le cadre d'un septième avenant (2 465.00 € HT), les dernières visites des professionnels ont impliqué l'aménagement d'un placard dans un bureau infirmier, la modification de l'accueil secrétariat de la zone médecin ainsi que l'ajout de films opalisants dans le cabinet d'une psychologue et d'un podologue.

Dans le cadre d'un huitième avenant (2 423.00 € HT), des travaux d'aménagement et d'agencement de plusieurs locaux ont été nécessaires, afin de répondre aux demandes des utilisateurs. Il s'agissait notamment de la pose de films opalisants sur plusieurs vitrages et de la réalisation de quelques mobiliers complémentaires permettant le stockage de matériel dans la salle de réunion. Le fonctionnement de l'organigramme des clés a été modifié afin de correspondre aux besoins des utilisateurs.

Toutes ces modifications présentées ont impliqué une augmentation, avec le cumul des 8 avenants, de 9.61 % du montant du marché passé de 215 457.00 € HT à 236 162.63 € HT.

Aujourd'hui, des adaptations sont nécessaires dans l'organigramme des clés pour répondre aux besoins de fonctionnement du Pôle Médecine Générale d'une part, ainsi que pour assurer la sécurité des locaux des salles d'attentes et de stérilisation d'autre part.

Les modifications présentées ci avant impliquent une plus-value totale de 1 795.00 € HT soit une augmentation, avec le cumul des 9 avenants, de 10.44 % du montant du marché passé de 236 162.63 € HT à 237 957.63 € HT.

La Commission CAO en date du 5 mars 2019 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer l'avenant présenté :

N° et intitulé du marché/lot	N° de l'avenant	Montant de l'avenant	Nom du titulaire
16TRA31 Travaux de menuiseries intérieures pour la construction du pôle de santé de Mayenne Communauté	9	1 795,00 € HT	BRAULT Menuiserie

12 - MARCHES PUBLICS - Déchets - Contrat de reprise de matériaux issus des emballages triés**Mme MORIN expose :**

Le marché de reprise d'une partie des matériaux issus du centre de tri arrive à échéance au 30 mars 2019. Les matériaux suivants sont concernés : Acier, Aluminium, cartonnnettes de collecte sélective (5.02), Emballages Légers Alimentaires de collecte sélective ELA (5.03), Cartons de déchetterie (1.05), Gros de Magasin (1.02). L'ensemble des matériaux repris est trié dans le centre de tri de DONVILLE LES BAINS (société SPHERE).

Mayenne Communauté a souhaité lancé une consultation pour une reprise des matériaux à partir du 1er avril 2019, et ce jusqu'au 31 mars 2022 (date qui correspond à la fin du marché de tri qui nous lie avec SPHERE).

3 entreprises ont été consultées, 2 entreprises SPHERE et SUEZ ont remis une offre.

	Tonnages de Mayenne Communauté 2018	SPHERE		SUEZ	
		Prix de reprise à la tonne selon (indice déc 18)	Prix plancher	Prix de reprise à la tonne selon (indice déc 18)	Prix plancher
Acier de CS	84	76,00	30,00	100,00	70,00
Aluminium de CS	5	320,40	250,00	476,00	420,00
Cartonnnettes de collecte sélective (CS) 5,02	330	45,00	40,00	61,40	35,00
Emballages Légers Alimentaires de CS ELA	52	0,00	0,00	15,00	15,00
Cartons Déchetterie 1,05	515	75,00	65,00	88,00	50,00
Gros de magasin de CS 1,02	10	5,00	5,00	0,00	26,00

L'offre la mieux-disante de SUEZ est détaillée dans le tableau ci-dessous.

	Tonnages de Mayenne communauté 2018	Prix de reprise à la tonne selon (indice déc 18)	Prix plancher	Montant des recettes estimé sur une année (indice déc 18)
Acier de CS	84	100,00	70,00	8 400,00 €
Aluminium de CS	5	476,00	420,00	2 380,00 €
Cartonnnettes de collecte sélective (CS) 5,02	330	61,40	35,00	20 262,00 €
Emballages Légers Alimentaires de CS ELA	52	15,00	15,00	780,00 €
Cartons Déchetterie 1,05	515	88,00	50,00	45 320,00 €
Gros de magasin de CS 1,02	10	0,00	26,00	0,00 €
			TOTAL	77 142,00 €

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, retient l'offre de la société SUEZ et autorise le Président à signer un contrat de reprise pour la période allant du 1er avril 2019 au 31 mars 2022.

13 - MARCHES PUBLICS - Déchets - Reprise des papiers issus du tri sélectif

Mme MORIN expose :

Au regard de l'échéance du contrat de reprise du flux « papiers, journaux, magazines » (PJM) au 31 mars 2019, une consultation a été réalisée par Mayenne Communauté auprès de 3 repreneurs potentiels pour la reprise des tonnages de Mayenne Communauté (environ 1 060 tonnes au départ du centre de tri de la société Sphère à Donville les bains).

3 repreneurs ont formulé des offres :

- la société UPM qui est une entreprise papetière : elle utilise ces tonnages pour son usine de la Chapelle d'Arblay (près de Rouen).
- la société Sphère qui, en plus de son activité de tri, pratique le négoce des matériaux triés (papiers majoritairement vendus en France).
- la société NORSKE SKOG qui est une entreprise papetière : elle utilise ces tonnages pour son usine de GOLBEY (dans les Vosges) ;

	UPM	Norske	SPHERE	Actuellement
MO= janv 2019	84,99	106	80	0
Prix de rachat fixe	90	105	81	83
Prix plancher	75	95	75	0

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée :

- **retient l'offre de la société NORSKE SKOG la mieux-disante,**
- **opte pour le prix de reprise indexé sur la variation COPACEL (l'Union Française des Industries des Cartons, Papiers et Celluloses),**
- **retient le prix de reprise connu au 1er janvier 2019 comme tarif de base soit 106 € sachant que le prix ne pourra pas descendre en dessous du prix plancher fixé à 95 €**
- **et autorise M. le Président à signer un contrat de reprise allant du 1er avril 2019 au 31 mars 2022.**

14 - LA VAGUE - Mise à disposition du centre aquatique pour un stage sportif – Signature des conventions

M. SOUTIF expose :

Nous avons été contactés par le club de natation de Ploemeur qui souhaite pouvoir utiliser le bassin sportif du centre aquatique La Vague durant les vacances d'avril pour un stage avec les jeunes nageurs. Pour cela, le Conseil Communautaire du 14 février 2019 a délibéré un tarif de location de 13€/heure/ligne d'eau. Une convention a été rédigée pour encadrer l'utilisation du centre aquatique par le club de Ploemeur.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Président à signer la convention et tout document s'y rapportant.

15 - ECONOMIE - Convention de servitude entre Mayenne Communauté et GRDF pour passage d'une canalisation sur la commune d'ARON pour l'entreprise Douillet

M. TRANCHEVENT expose :

Mayenne Communauté a signé cette convention de servitude le 31/07/2018 mais l'autorisation de signature du Président ou de son représentant n'a pas fait l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire. Cette délibération est indispensable afin de permettre la publication de cette convention au fichier immobilier et informer toutes personnes de la présence de la canalisation de gaz afin d'éviter tout sinistre et donc tout problème à venir.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, autorise le Monsieur le Président à signer cette convention et tout document s'y rapportant.

16 - RESSOURCES HUMAINES - DGS – SERE - création poste de chargé de mission emploi et attractivité des compétences

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 13 mars 2019,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant la volonté de renforcer la stratégie d'attractivité des compétences du territoire,

Considérant les aides financières européennes, via Leader, à hauteur de 80% de la masse salariale (demande en cours),

Considérant la nécessité de mettre en place une gestion territoriale des emplois et des compétences,

Les dépenses sont à prévoir au chapitre 012 du budget primitif.

M. RAILLARD : La SERE est un modèle pour le Département.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste de chargé de mission affecté à la SERE à temps complet à compter du 1er avril 2019.

17 - RESSOURCES HUMAINES - DST – Garage – création d'un poste d'adjoint technique

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 13 mars 2019,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant le départ à la retraite pour invalidité d'un agent mécanicien au garage,

Considérant le recrutement par voie contractuelle d'un adjoint technique au garage en attente de l'étude sur l'organisation de celui-ci,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012 du budget primitif.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint technique territorial affecté à la voirie à temps complet à compter du 1er avril 2019.

18 - RESSOURCES HUMAINES - DGS – secrétariat général – création d'un poste d'adjoint administratif et suppression d'un poste de collaborateur de cabinet

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis favorable du comité technique paritaire du 13 mars 2019,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant le licenciement pour invalidité d'un collaborateur de cabinet assurant le secrétariat du Maire Président,

Considérant le recrutement par voie contractuelle d'un adjoint administratif en l'attente des élections municipales et communautaires de 2020,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012 du budget primitif.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint administratif territorial affecté à l'administration générale à temps complet à compter du 1er avril 2019 et supprime le poste de collaborateur de cabinet.

19 – RESSOURCES HUMAINES - DEJS – Maison de la petite enfance – Création d'un poste d'adjoint administratif principal de 1er classe et suppression d'un poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Vu l'avis 13 mars 2019 du comité technique paritaire,

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant l'évolution de l'organigramme cible approuvé à l'unanimité au CT du 28 janvier 2019,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012 du budget primitif.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, crée un poste d'adjoint administratif principal de 1ère classe territorial affecté à la maison de la petite enfance, à temps complet, à compter du 1er avril 2019 et supprime le poste d'adjoint administratif principal de 2ème classe à la date de nomination de l'agent remplissant les conditions statutaire d'avancement.

M. RAILLARD expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque établissement sont créés par l'organe délibérant de l'établissement. Il appartient donc au Conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la gestion unifiée du personnel entre la ville de Mayenne et Mayenne Communauté,

Considérant la décision de mettre en place une OPAH de Renouvellement Urbain sur la Ville de Mayenne et de Lassay-les-Châteaux,

Considérant la mise en œuvre du plan d'action PLH signé jusqu'en 2023,

Considérant l'état d'avancement du PLUI et du SCOT,

Les dépenses sont prévues au chapitre 012 du budget prévisionnel.

Après délibération, le Conseil de Communauté, à l'unanimité et à main levée, transforme le poste d'attaché territorial en un poste de chargé de mission de catégorie A à pourvoir par voie contractuelle pour une durée de 3 ans.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h.

Vu, la Secrétaire,
Joëlle GENEST

Vu, le Président
Michel ANGOT



